



Photos extraites de la vidéo où le conférencier, un Français, dit : "les pays pauvres ont deux solutions: soit ils empruntent pour continuer à payer leurs intérêts, soit ils vendent leurs ressources pour presque rien"

Dette odieuse. Il en existe plusieurs définitions, selon le côté où l'on se situe... A mon sens, c'est la théorie développée par Alexander Sack, en 1927 (oui, déjà), qui est la base la plus simple et la plus proche des réalités qui prévalent toujours de nos jours. Ainsi, selon la doctrine juridique de la dette odieuse théorisée par Alexander Sack, une dette est « odieuse » lorsque deux conditions essentielles sont réunies:

1. **l'absence de bénéfice pour la population** : la dette a été contractée non dans l'intérêt du peuple et de l'État mais contre son intérêt et/ou dans l'intérêt personnel des dirigeants et des personnes proches du pouvoir ;
2. **la complicité des prêteurs** : les créanciers savaient (ou étaient en mesure de savoir) que les fonds prêtés ne profiteraient pas à la population.

Plus tard, tout le monde s'est accordé sur la définition de la dette odieuse utilisée par la Commission pour la Vérité sur la dette grecque (créée le 4 avril 2015, suivant une décision prise par la Présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou). Elle s'appuie à la fois sur la doctrine de Sack mais aussi sur les traités internationaux et les principes généraux du droit international. Ainsi, une dette odieuse est soit :

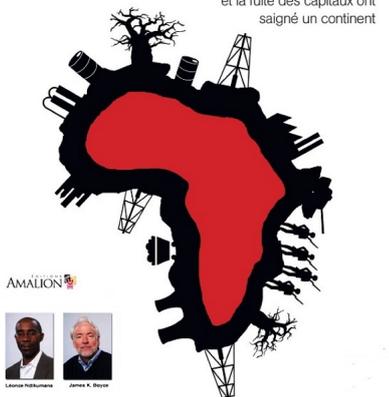
1. Une dette qui a été contractée en violation des principes démocratiques (ce qui comprend l'assentiment, la participation, la transparence et la responsabilité) et a été employée contre les plus hauts intérêts de la population de l'État débiteur alors que le créancier savait ou était en mesure de savoir ce qui précède, soit :

2. Une dette qui a pour conséquence de dénier les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de la population alors que le créancier savait ou était en mesure de savoir ce qui précède.

Léonce Ndikumana & James K. Boyce

La dette odieuse de l'AFRIQUE

Comment l'endettement
et la fuite des capitaux ont
saigné un continent



Auparavant, le 1er mai 2013, Léonce Ndikumana (Professeur d'économie burundais, spécialiste du développement de l'économie africaine, de la macroéconomie, de la dette extérieure et de la fuite des capitaux) et

James K. Boyce (économiste américain travaillant sur l'économie du développement et l'économie de l'environnement, avec un intérêt axé sur l'impact de l'inégalité de richesses et de pouvoir et les dynamiques de conflit) avaient fait publier leur ouvrage intitulé:

«

La dette odieuse de l'Afrique. Comment l'endettement et la fuite des capitaux ont saigné un continent

»

. C'est édifiant mais pas tellement à la portée de la compréhension du commun des mortels.

Après avoir effectué des recherches, pour faire comprendre au plus grand nombre ce qu'est exactement cette dette odieuse, je suis tombé (mais je ne me suis pas fait mal, pas de panique !) sur une vidéo dans laquelle le conférencier, sans être trop terre-à-terre, explique de manière limpide le pourquoi du comment de cette fameuse dette odieuse. Qu'importe qui il est, ni où et

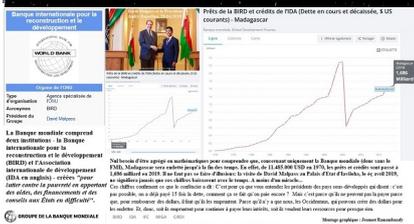
quand cette conférence a eu lieu. L'important est ce qu'il a dit. En tout cas, c'est bien un Français qui s'est exprimé. Voici des extraits édifiants de son intervention.



« (...) C'est très bien d'endetter une belle-sœur dans une petite ville; c'est très bien d'endetter une grosse entreprise dans une capitale; mais le top du top c'est d'endetter tout un pays d'un coup. Et là, il y a des spécialistes de ça: il y a le Fond monétaire international, il y a la Banque mondiale, il y a l'OMC (Ndlr : Organisation mondiale du commerce)

qui ont des individus, des équipes particulières qui vont dans les pays pauvres, en général où l'on peut trouver des ressources qui sont utiles aux pays riches. Des ressources minières, des ressources géologiques, des ressources énergétiques, pétrole, etc. Et on dit aux dirigeants de ces pays : est-ce que vous savez que vous êtes assis sur des montagnes de profits ? Mais comment vous allez faire pour les tirer du sol, pour les extraire? Vous n'avez pas d'usines, vous n'avez de routes, vous n'avez pas d'ouvriers, vous n'avez pas de savoir-faire, vous n'avez rien. Et pourtant, Dieu sait que vous pouvez vous enrichir et enrichir votre population.

Ben non, on ne peut rien faire, on n'a rien... Écoutez : nous, on est le FMI, on est la Banque mondiale, on peut vous prêter des milliards de dollars. Et avec les milliards de dollars qu'on va vous prêter, vous allez pouvoir exploiter vos ressources et nous rembourser haut la main sans problème. Mais il y a une petite clause dans le contrat de prêt... Et, de tout façon, vous ne pouvez pas y couper : c'est que vous allez avoir besoin de routes; vous allez avoir besoin d'un port pour que les pétroliers puissent aborder; vous allez avoir besoin d'un pipe-line pour aller des puits de pétrole au port; vous allez avoir besoin de soldats pour protéger le pipe-line des terroristes. Donc, on amènera aussi quelques soldats et vous allez avoir besoin de beaucoup d'argent pour financer tout ça. Et à qui vous allez acheter tout ça ? Quelles sont vos entreprises ? Vous n'en avez pas. Ce n'est pas grave, nous on en a. En Occident on en a beaucoup, on en a plein qui fabriquent des usines, on a Areva qui a besoin d'uranium, on a Bouygues qui fabrique des autoroutes, des ports, tout ce que vous voulez, on va vous faire ça aux petits oignons, pas de problème. Et c'est comme ça que ça marche.



Madagascar: un rapport épingle de nombreux problèmes dans la gestion des fonds Covid-19

Publié le : 30/10/2020
Téle par : Sarah Tzéad

EXTRAITS

Une dizaine de dossiers de signalements d'actes de malversation liés aux fonds Covid perçus par l'Etat ont d'ores et déjà été transmis au Bureau Indépendant de lutte anticorruption. Leur nombre devrait sensiblement s'accroître ces prochaines semaines. Dans une étude encore confidentielle, réalisée par une coalition d'organisations de la société civile travaillant sur la transparence des fonds alloués pour lutter contre la pandémie, sont listés toute une série de dysfonctionnements, de manquements et d'éléments dérangeants par leur opacité. Cette étude, que RFI a pu se procurer en exclusivité, devait être publiée il y a quelques semaines. La pandémie maltaise, elle, assure que